

## Les effets des féminismes

Alban JACQUEMART

**Au delà de sa diversité et des conflits de définition qui le traversent, le féminisme constitue un projet politique de transformation (au moins partielle) des structures sociales, des comportements individuels et/ou des catégories de pensée. Mais quels ont été ses effets réels ? C'est à cette question que l'ouvrage dirigé par Delphine Gardey entend répondre, principalement pour le cas français depuis les années 1960.**

Recensé : Delphine Gardey (dir.), *Le féminisme change-t-il nos vies ?*, Paris, Textuel, 2011. 142 p., 10, 10 €.

*Le féminisme change-t-il nos vies ?* rassemble les contributions d'enseignant-e-s chercheur-e-s en sciences sociales de l'équipe des Études de genre de l'université de Genève et présente de manière synthétique, autour de chapitres thématiques, les changements imputables au féminisme, ou aux féminismes, entendus ici comme mouvements collectifs et comme pensées critiques. En effet, malgré le singulier du titre, les féminismes sont compris dans leur pluralité historique, idéologique et politique et dans leurs expressions pratiques et théoriques. Dans ce sens, les différentes contributions mettent en évidence à la fois les effets concrets des mobilisations féministes sur les pratiques sociales et les changements que les théories féministes produisent sur les catégories de perception et d'analyse du monde social.

### De nouveaux droits

Les auteur-e-s rappellent tout d'abord que les mobilisations féministes ont permis l'acquisition de nouveaux droits pour les femmes (dans le domaine du travail, en matière politique ou de contrôle de leur fécondité) et ont produit une transformation des rapports sociaux de sexe en réduisant l'inégale distribution du pouvoir et des ressources entre les hommes et les femmes. Les revendications féministes ont ainsi favorisé une plus grande présence des femmes dans les professions prestigieuses ou aux responsabilités politiques, malgré le maintien d'inégalités sur le marché du travail ou dans la vie politique, et ont induit des changements de comportements. Plus largement, les mouvements féministes ont contribué à la diffusion de valeurs, normes et idées dans l'ensemble de la société qui « deviennent de nouveaux répertoires culturels sur lesquels s'appuient les ressorts de l'action des individus » (p. 90). Laurence Bachmann montre par exemple que la relation que les femmes de classes moyennes entretiennent avec l'argent traduit l'appropriation et l'intériorisation par ces femmes des principes d'égalité et d'autonomie portés par le féminisme. Delphine Gardey peut ainsi conclure en affirmant que les féminismes ont permis aux femmes de « devenir sujet de droit et sujet politique, devenir actrice de [leur] vie sexuelle et pouvoir la choisir, faire advenir des formes nouvelles de la subjectivité » (p. 118). Pour les hommes aussi, les féminismes ont eu des effets sur leurs pratiques sociales et dans leurs relations professionnelles ou affectives, mais Christian Schiess souligne qu'il s'agit bien plus d'ajustements des comportements masculins face aux changements des aspirations des femmes que de radicales transformations.

## De nouvelles perceptions

Parallèlement à ces changements des comportements individuels et collectifs, ce sont également les catégories de perception du monde social qui ont été réajustées sous l'effet des mouvements et théories féministes. Ainsi, les auteur-e-s soulignent qu'une des contributions majeures de la perspective féministe est d'avoir mis en évidence des inégalités jusqu'alors sous-estimées ou niées. C'est par exemple le cas de la critique féministe du travail qui a non seulement mis au jour les inégalités professionnelles entre femmes et hommes, mais aussi les rapports sociaux (notamment de sexe) inhérents à la valorisation et au prestige des professions. De même, le travail entrepris par les féministes a remis en cause la frontière traditionnellement établie entre le privé et le public en faisant émerger la dimension politique de questions perçues comme relevant strictement de la sphère privée et naturalisées. Colette Guillaumin<sup>1</sup> a ainsi souligné que le recours à la *nature* des femmes et des hommes pour justifier les inégalités constituait l'aspect idéologique de l'oppression matérielle des femmes. Par ces déplacements, l'inégale répartition du travail domestique peut par exemple être appréhendée non pas comme le résultat d'une *nature* spécifique des hommes et des femmes (qui induirait des comportements différenciés) mais au prisme des rapports de pouvoir en jeu dans les couples hétérosexuels et en lien avec une structure générale de domination des hommes sur les femmes. Lorena Parini met également en évidence la contribution des féministes à la politisation de la sexualité, en refusant de la concevoir comme relevant simplement de la sphère privée, et à la contestation de sa *naturalité*. Ainsi, elles imposent les questions de sexualité dans l'espace public, dénoncent les rapports de pouvoir qui s'y jouent et revendiquent la prise en compte du plaisir féminin, la liberté de l'homosexualité ou la libre disposition de leur corps.

## Du travail domestique

L'analyse du travail domestique est un autre exemple de ces changements de perception. Elle a contribué à reconsidérer la définition classique du travail qui repose sur la distinction entre travail salarié et non-travail. Or, soulignent les féministes à partir des années 1960, si les activités domestiques des femmes ne sont pas rémunérées, invisibles et dévalorisées socialement, elles n'en constituent pas moins un travail. Prendre en compte le travail domestique induit alors de profonds changements dans l'analyse du travail puisque, comme le rappelle Rachel Vuagniaux, le nombre d'heures annuelles consacrées à cette activité est supérieur au nombre d'heures de travail rémunéré (près de 59 milliards d'heures contre 38 milliards en France en 1998). De la même manière, Isabelle Giraud montre que le célèbre slogan des années 1970 « le privé est politique » a redéfini la politique en élargissant son champ d'actions à des domaines jusque-là délaissés. Les violences contre les femmes en constituent un exemple : d'abord appréhendées comme relevant des relations individuelles et privées, elles sont progressivement apparues, sous l'impulsion des mouvements féministes, comme nécessitant l'intervention de la politique.

## De nouveaux concepts

Enfin, la production scientifique issue des recherches féministes est venue ébranler des domaines dominants des sciences sociales. Ainsi, les développements successifs du concept de genre<sup>2</sup> viennent renouveler les perspectives d'analyses classiques du travail ou de la

---

<sup>1</sup> Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir*, Paris, Côté-femmes, 1992.

<sup>2</sup> Voir Mathieu Trachman, *Genre : état des lieux. Entretien avec Laure Bereni*.  
<http://www.laviedesidees.fr/Genre-etat-des-lieux.html>

politique, mais aussi par exemple du colonialisme. Iulia Hasdeu montre à ce propos la valeur heuristique du genre comme catégorie d'analyse du colonial : la représentation sur-sexualisée des femmes des pays colonisés est instituée en trait distinctif de l'Autre en même temps que la hiérarchisation civilisé/sauvage est assimilée à la suprématie des hommes sur les femmes. Autrement dit, les catégories de sexe et de race sont co-construites par un processus similaire qui, comme l'a montré Elsa Dorlin dans son travail sur *La matrice de la race*<sup>3</sup>, pathologise et infériorise les femmes et les racialisé-e-s. Le concept d'intersectionnalité, né dans le sillage des études de genre et que l'on doit à Kimberlé Crenshaw<sup>4</sup>, constitue également à cet égard un renouvellement important des catégories d'appréhension des inégalités sociales en insistant sur l'entrecroisement des différents systèmes de domination, s'écartant ainsi d'une perspective cumulative des rapports de pouvoir. La classe, le sexe et la race, par exemple, ne constituent pas des systèmes de classement qui s'agrègent, mais des rapports de pouvoir qui se co-construisent en permanence.

L'ouvrage démontre ainsi de manière convaincante que les féminismes sont des mouvements sociaux, des théories politiques et des cadres d'analyse scientifiques qui ont profondément affecté tant les pratiques sociales que les modalités de compréhension de notre monde social. *Le féminisme change-t-il nos vies ?* constitue à cet égard une contribution utile pour rappeler avec force la nécessité de prendre en compte les féminismes, dans leurs diversités, pour ceux et celles qui entendent agir sur la société et/ou en proposer une analyse théorique ou empirique. Il ouvre également des pistes d'analyse que le format retenu par la collection n'a pas permis d'explorer. En particulier, il invite à se concentrer finement sur les processus même de transformation du social sous l'effet des féminismes, en interrogeant par exemple les modalités concrètes de diffusion et d'appropriation de l'« ethos égalitaire », selon l'expression de Michèle Ferrand. Plus généralement, les liens de causalité entre féminismes et changements des rapports sociaux de sexe gagneraient certainement à être interrogés de manière plus systématique. Enfin, la pluralité des féminismes impliquant des conceptions concurrentielles, et parfois antagonistes, de l'égalité des sexes, il serait fécond d'analyser les transformations sociales au regard des rapports de pouvoir qui traversent les féminismes.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 4 octobre 2012

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

<sup>3</sup> Elsa Dorlin, *La matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la nation française*, Paris, La Découverte, 2006.

<sup>4</sup> Kimberlé Crenshaw, « Cartographie des marges : intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, 39, 2005 [1994].